



Caisse des Dépôts

Etablissement
public français

Octobre 2022



La Caisse des Dépôts en bref

Etablissement public spécial créé en 1816



La Caisse des Dépôts : des missions fixées par la loi

Agence d'Etat bénéficiant d'un statut juridique protecteur

Un modèle de gouvernance unique impliquant les pouvoirs législatif et exécutif français

Au service de l'intérêt général et du développement économique de la France

Investisseur institutionnel de long-terme dans le respect de ses intérêts patrimoniaux

Un profil financier solide

Notée Aa2 par Moody's, AA par Standard and Poor's et Fitch

Une performance extra-financière reconnue

Avancé
74 / 100
1er de son secteur

C
Statut Prime
Parmi les leaders sectoriels (top 10%)

Risques Négligeables
8,9 / 100

A+
Performance maximale
sur le volet « Stratégie et gouvernance »

2022

2020

2022

2020



Caractéristiques des titres

Pondérés à 0% au titre du capital réglementaire exigible¹

Eligibles en tant qu'actif de niveau 1 pour le LCR²

Eligibles au programme étendu d'Achats d'Actifs de la BCE

La CDC est classée comme "Recognised Agency" par la BCE

1. Cf. [notice ACPR](#) p.111 2. Cf [notice ACPR](#) p.87 et 111 3. Cf. [site de la BCE](#) 4. Cf. [site de la BCE](#)

sommaire



01	Statut juridique et gouvernance	04
02	Activités du Groupe et focus sur la section générale	07
03	Stratégie de financement	15
04	Obligation durable 2022	20
05	Exemples de projets emblématiques	33
06	Activités pour le compte de l'Etat français	40
07	Conclusions, contacts et liens	44
08	Annexes	48

01

The image shows the French flag and the European Union flag flying on poles against a light blue sky. The French flag is on the left, and the EU flag is on the right. The background is a light blue gradient with a dark blue geometric shape on the right side.

Statut juridique et gouvernance

01 Un statut juridique protecteur

Bénéficie du statut très protecteur du secteur public

Des liens institutionnels très forts avec l'Etat français et un statut juridique unique

■ Immunité aux lois régissant les liquidations et les faillites

(loi du 25 Janvier 1985 - art L 631-2 et L640-2 du Code de commerce)

■ Solvabilité protégée par la loi : loi 80-539 du 16 juillet 1980,

"En cas d'insuffisance de crédits, le représentant de l'Etat dans le département ou l'autorité de tutelle (...) y pourvoit et procède, s'il y a lieu, au mandatement d'office."

Les agences de notation considèrent la Caisse des Dépôts comme une agence d'Etat bénéficiant par là de la même note que la République française.

01 Un modèle de gouvernance unique Un lien fort avec l'Etat et le Parlement français

Placée « sous la surveillance et la garantie de l'autorité législative »

(articles L518-1 à L518-24-1 Code monétaire et financier)

■ La Commission de surveillance



Alexandre Holroyd
Député
Président de la Commission de surveillance

La Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts est présidée par un membre du parlement.

Elle est composée de seize membres :

- Cinq Parlementaires ;
- Le directeur général du Trésor ou son représentant ;
- Cinq personnalités qualifiées (trois nommées par le président de l'Assemblée nationale, deux nommées par le président du Sénat) ;
- Trois personnalités nommées par décret ;
- Deux membres du personnel de la CDC et de ses filiales.

■ Le Directeur général de la Caisse des Dépôts



Eric Lombard
Directeur général

Le Directeur général de la Caisse des Dépôts est nommé par décret du Président de la République pris en Conseil des ministres pour un mandat de cinq ans.



02

Activités du Groupe

et focus
sur la **Section
Générale**

*« Alliance unique d'acteurs économiques publiques et privés,
nous nous engageons au cœur des territoires, pour accélérer la
transformation écologique et pour contribuer à offrir une vie
meilleure pour toutes et tous. »*

02 Groupe Caisse des Dépôts

Activités pour le compte de l'État français



Fonds d'épargne



Livret A
Livret LDDS
Livret LEP

Financement du logement social



Bilan Total €330 milliards
(fin 2021)

Gestionnaire de régimes de retraites



7,6 millions
de cotisants à
un ou plusieurs
fonds

731 000 nouvelles
pensions liquidées

Mon compte formation



38 millions de comptes personnels
mis à jour

Activités consolidées

Section générale

- Dépôts réglementés
- Développement local
- Investissements financiers
- Financements de marché

€154 milliards
(Actif social – fin 2021)

Filiales et participations stratégiques

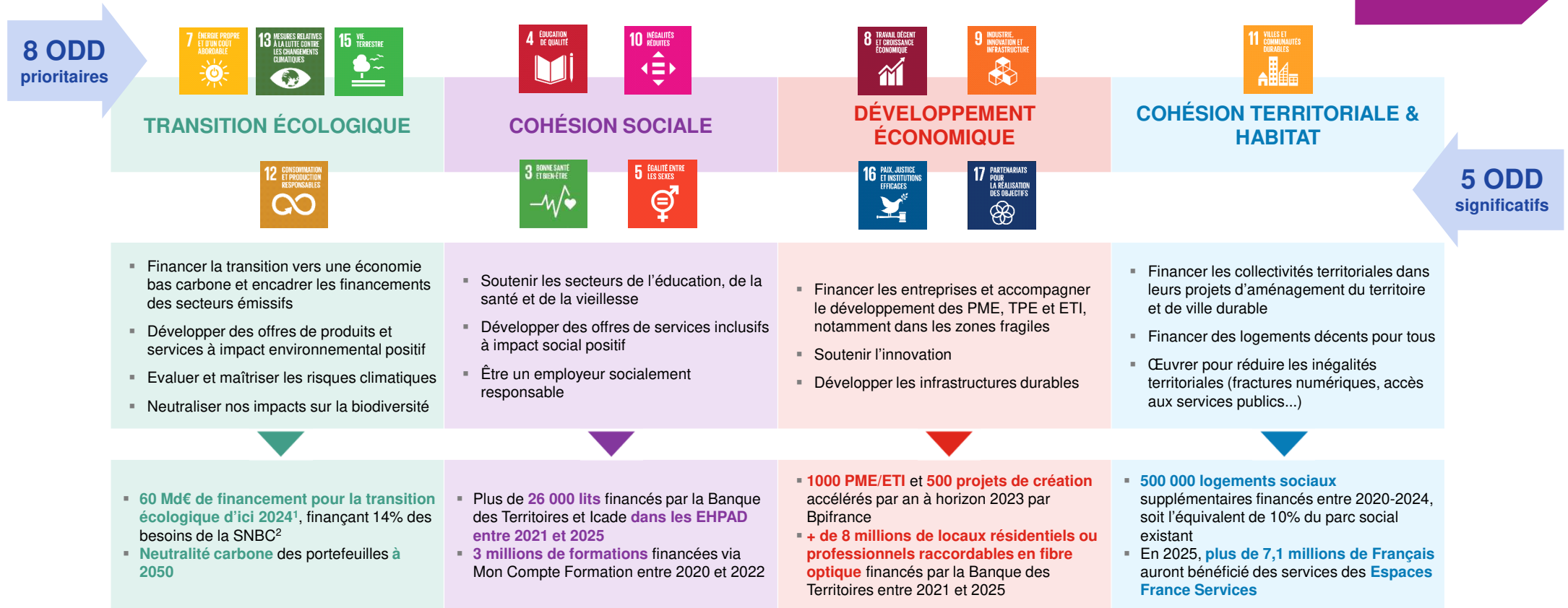


€1 067
milliards
(actif consolidé – fin 2021)

02 Des engagements qui visent l'impact

« Notre ambition est d'agir sur tous les territoires pour la cohésion sociale et le développement durable. » **Eric Lombard**

Un Groupe engagé



¹ 60 Md€ de financements à l'échelle du Grand pôle financier public (intégrant La Poste, SFIL) dont 40 Md€ dans le cadre de la relance, à travers le Plan Climat Bdt - Bpifrance

² Stratégie Nationale Bas Carbone

02 Bilan social de la Section Générale

Activités consolidées

- Section générale
- Filiales et participations stratégiques (actif)

	Actif
Filiales & participations stratégiques (dont La Poste)	17,5 %
Développement territorial	2,5 %
Portefeuille actions	10 %
Immobilier	2,5 %
Portefeuille obligataire et prêts	32,5 % Long-Terme
	35 % Court-Terme

	Passif
Fonds propres	17,5 %
Dépôts (Monopole des dépôts juridiques)	45 %
Emissions moyen long terme (Programmes TNMT et EMTN)	12,5 %
Repo	2,5 %
Emissions court terme (Programmes TNCT et ECP)	22,5 %

Répartition indicative basée sur 3 ans, moyennes arrondies

02 Détail des activités consolidées

Dépôts réglementés

Activités consolidées

- Section générale
- Filiales et participations stratégiques (actif)



■ Les dépôts juridiques

Les fonds de tiers confiés aux professions juridiques (notaires, greffiers de tribunaux de commerce, administrateurs et mandataires judiciaires) doivent obligatoirement être déposés à la Caisse des Dépôts afin de bénéficier d'une sécurité et d'une transparence absolues.



■ Les consignations

Les consignations, élément fondateur de la Caisse des Dépôts depuis 1816, se caractérisent par la réception et la conservation de dépôts exclusivement sous forme de numéraire ou de valeurs mobilières, sur décisions réglementaires, administratives ou judiciaires.



■ Comptes bancaires inactifs, assurances-vie en déshérence

Les comptes bancaires inactifs et les contrats d'assurance-vie en déshérence sont transférés à la Caisse des Dépôts qui en assure la conservation et la gestion.

- Comptes bancaires inactifs : depuis plus de 10 ans, ou de plus de 3 ans en cas de décès
- Assurances-vie en déshérence : contrats d'assurance-vie non réclamés depuis plus de 10 ans après la connaissance du décès

Au-delà de 30 ans d'inactivité ou d'absence de réclamation, les sommes seront transférées à l'Etat.

La Caisse des Dépôts assure la protection de fonds privés protégés par la loi, via plus de 20 monopoles, avec un haut niveau de sécurité et en toute neutralité.

02 Détail des activités consolidées

Activités consolidées

- Section générale
- Filiales et participations stratégiques (actif)

Intervient et investit au niveau local et national

6 Md€ de portefeuille d'investissements diversifiés



■ Transport et mobilité durable

0,6 Md€ investis dans :

De grandes infrastructures de transports et des pôles d'échanges intermodaux, dans les réseaux de mobilité propre, la logistique urbaine, etc.

Des services innovants liés à la mobilité durable (autopartage, covoiturage, transport à la demande...)

Du matériel roulant zéro émission



■ Transition écologique et énergétique

1,2 Md€ investis dans :

La transition écologique et énergétique (stockage, production et distribution d'énergie renouvelable, valorisation et traitement des déchets, eau, assainissement)

Des projets de production d'énergie renouvelable (géothermie, éolien, solaire photovoltaïque, biomasse...)

Des opérateurs multi-énergie territoriaux comme la Compagnie Nationale du Rhône



■ Ville, Immobilier et Tourisme

1,9 Md€ investis dans :

Des projets d'intérêt généraux sur l'ensemble du territoire national, soutenus par les collectivités publiques (projets d'immobilier d'entreprise et commercial, offre touristique, domaine de la santé et du vieillissement).

Un projet phare, la construction du Village Olympique et Paralympique « Les Quinconces » pour les JO 2024 (Saint-Ouen-sur-Seine). 51 000 m², 670 logements. Accueil de plus de **2 500 athlètes et parathlètes** à l'été 2024.



■ Cohésion sociale et territoriale

1,4 Md€ investis dans :

Dans l'économie et la cohésion sociale (éducation et formation, habitat, santé et publics fragiles...)

Dans l'aménagement et le développement économique du territoire, notamment via des sociétés économie mixte



■ Transition numérique

0,9 Md€ investis dans la transition numérique


Permettant le raccordement de 6 900 000 locaux raccordables à un réseau fibre (FTTH Fiber To The Home) au 31 décembre 2021, notamment en zone rurale.

02 Les filiales et participations stratégiques



Activités consolidées

- Section générale
- Filiales et participations stratégiques (actif)



🔥 Banque Publique d'Investissement

	• Etat français	49,32 %	Accompagnement et financement du développement des entreprises et financement des PME Actifs 101 Md€ (à fin 2021)
	• CDC	49,32 %	





🔥 Réseau postal & bancaire

	• CDC	66 %	Service postal et bancaire Actifs 796 Md€ (à fin 2021)
	• Etat français	34 %	
	• CDC	>99,99 %	Financement des collectivités territoriales Actifs 75 Md€ (à fin 2021)
	• Etat français	1 action	

🔥 Immobilier

	• CDC	100 %	Immobilier social Actifs 12 Md€ (à fin 2021)
	• CDC	39,6 %	
	• CDC	39,6 %	Acteur de référence dans l'immobilier français Actifs 18 Md€ (à fin 2021)
	• CDC	39,6 %	

🔥 Services

	• CDC	66 %	Transport Actifs 5,8 Md€ (à fin 2021)
	• CDC	76,41 %	
	• CDC	76,41 %	Ingénierie et infrastructure Actifs 2 Md€ (à fin 2021)
	• CDC	29,9 %	
	• CDC	29,9 %	Réseau de transport d'électricité Actifs 23 Md€ (à fin 2021)
	• CDC	41,45 %	
	• CDC	41,45 %	Loisirs Actifs 2 Md€ (à fin 2021)
	• CDC	41,45 %	

* Le 7 janvier 2022 : La Caisse des Dépôts et Tikehau Capital annoncent la finalisation de l'acquisition par Tikehau Capital d'une participation de 40% dans Egis. A l'issue de cette opération, la Caisse des Dépôts conserve une participation de 34% du capital d'Egis.

02 Éléments financiers

Chiffres clés

Activités consolidées

- Section générale
- Filiales et participations stratégiques (actif)

■ Bilan consolidé

	2019 IFRS	2020 IFRS	2021 IFRS
<i>€ Milliards</i>			
Total Actif <i>(social)</i>	140	147	154
Total Actif <i>(consolidé)</i>	181	1 015	1 067
Capitaux propres consolidés <i>(part du groupe)</i>	41.6	39.1	48.2

■ Contribution au résultat net du Groupe

	2019	2020	2021
<i>€ Milliards</i>			
Résultat net consolidé du Groupe	2.056	.566	3.861
Pôle CDC (Section générale, CDC Habitat, SCET, CNR ⁽¹⁾)	.994	.377	1.000
Pôle Bpifrance	.502	-.048	.894
Pôle La Poste	.773	-.842	1.539
Pôle gestion des participations stratégiques	.412	.082	.427
Infrastructure (RTE, HIG GRT Gaz ⁽²⁾ , Egis, STOA)	.247	.192	.239
Autres entités (CDA, Icade, Transdev, Autres)	.165	-.143	-.058
SFIL ⁽³⁾		.033	.246
Éléments exceptionnels opérations La Poste et SFIL	-.625	.997	0

- (1) Transfert en 2019 du Pôle Gestion des Participations Stratégiques au Pôle CDC
 (2) Transfert en 2019 du Pôle CDC au Pôle Gestion des Participations Stratégiques
 (3) Acquisition au 30 septembre 2020

03

Stratégie de financement



03 Stratégie de financement

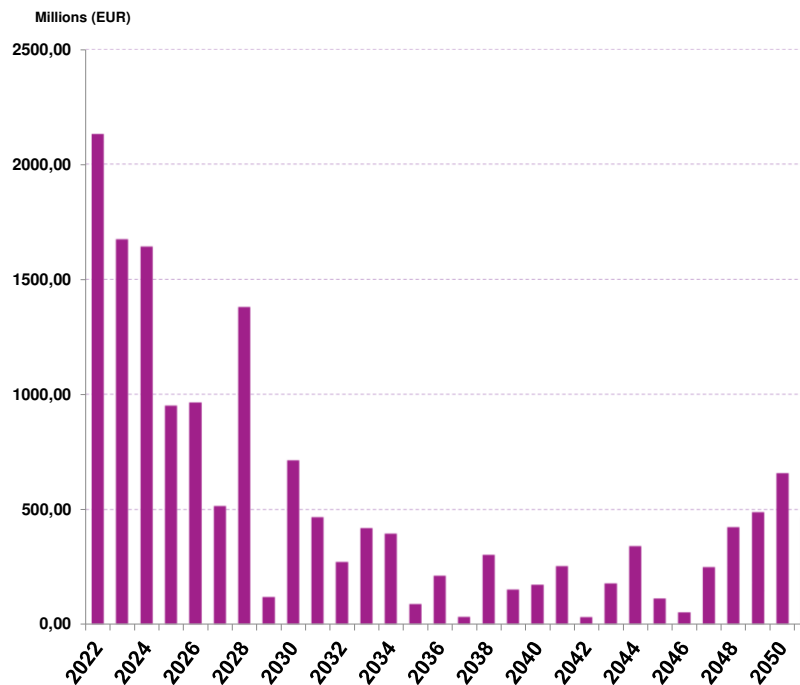
Le programme d'émissions obligataires



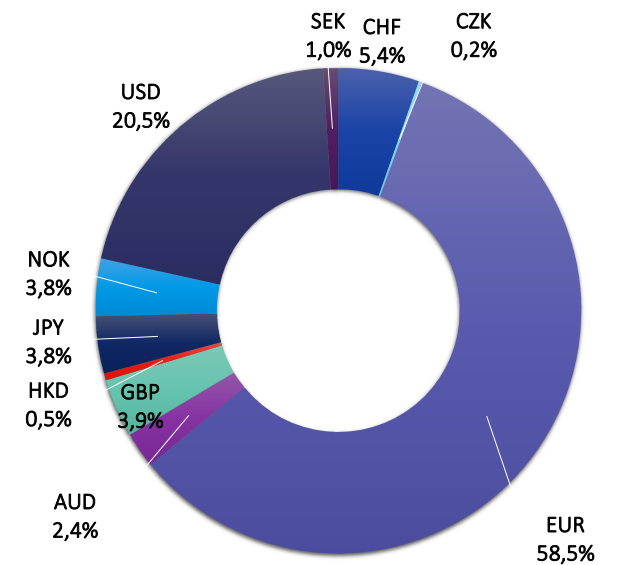
■ Programme EMTN de 18,5 Md €

- La CDC finance principalement ses investissements de long terme avec ses réserves accumulées, les dépôts liés à ses monopoles et complète ses ressources en se finançant sur les marchés de manière régulière.
- La CDC veille à être régulièrement présente sur le marché du financement long-terme.
- Encours d'environ **16 Md€** (à fin décembre 2021).
- La Caisse des Dépôts est susceptible d'émettre environ **3 à 5 Md€** par an.
- La CDC émet des "benchmarks" en USD, EUR, GBP, CHF et JPY.
- CDC émet sur demande, des placements privés, de 2 à 30 ans dans différentes devises

■ Echancier



■ Répartition des émissions EMTN par devise



03 Emissions Benchmark


Activités
consolidées

■ Section générale
Financements

■ Financement Long Terme : noté AA/Aa2/AA

- Programme EMTN de 18,5 Md€
(Droit français, toutes devises,
pour investisseurs qualifiés)

■ Encours total des benchmarks : environ 8 Md€

		Montant	Coupon	Maturité	ISIN
EUR		500 M	0%	19 juin 2024	FR0013426426
		500 M	0,01%	15 septembre 2025	FR0013534443
		500 M	0,01%	01 juin 2026	FR0014003RL9
USD		1 Md	0,75%	18 septembre 2028	FR0013365269
		1 Md	1,5%	13 février 2023	FR0013482544
		1 Md	0,875%	18 novembre 2024	FR0014006JA2
CHF		1 Md	1,375%	05 Février 2025	FR0014007VT5
		200 M	0,25%	30 mai 2025	CH0414510062
		100 M	0%	16 juin 2026	CH0506071346
		250 M	0,30%	12 novembre 2027	CH0386949348
GBP		100 M	0%	26 juin 2028	CH0591979643
		325 M	0,50%	21 juillet 2023	FR0013513777
		300 M	1,125%	16 décembre 2024	FR0014007OY0
JPY		250 M	0,25%	25 février 2026	FR0014001MV3
		20 Md	0,07% - 0,725%	Juillet 2024	JP525023
		25 Md	0,174%	16 juin 2027	FR001400AXN4



Sustainability Bonds

03 Emissions de placements privés

Du sur-mesure « vanille » et structuré

Activités
consolidées

■ Section générale
Financements

■ Caractéristiques des placements privés

40 émissions par an en moyenne

- Capital garanti
- Des maturités comprises entre 2 ans et 30 ans
- Nominal de 10 M€ équivalent jusqu'à 300 M€ équivalent
- Vanille et FRN avec Cap et Floor
- Callables bermudéens en euros, taux fixe et zéro coupon
- Notation par S&P's et Moody's
- En cas de listing : Euronext Paris

■ Devises

Australie	AUD
Canada	CAD
Suisse	CHF
République Tchèque	CZK
Danemark	DKK
Europe	EUR
Royaume-Uni	GBP
Hong-Kong	HKD
Japon	JPY
Norvège	NOK
Nouvelle Zélande	NZD
Pologne	PLN
Suède	SEK
Singapour	SGD
Etats-Unis d'Amérique	USD
Afrique du Sud	ZAR

03 Programmes d'émissions court-terme

La trésorerie

Activités consolidées

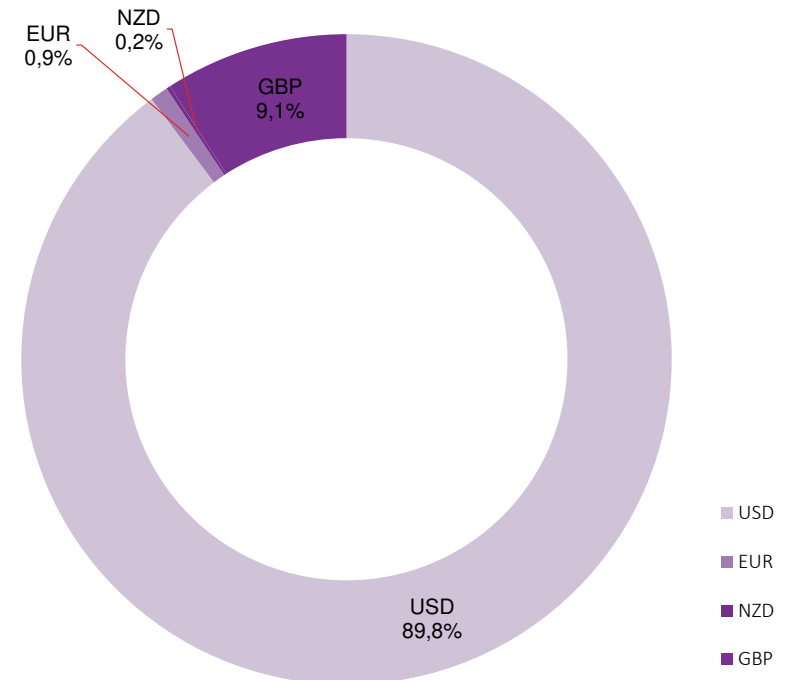
- Section générale
- Financements

■ Programmes court-terme notés : A-1+/P-1/F1+

- Principalement utilisés pour financer les activités de court-terme et la gestion des liquidités.

■ L'encours total est d'environ 14 milliards d'euros (au 31 décembre 2021)

- Programme de TNCT de 20 Md€ (Titres Négociables à Court Terme, programme domestique, droit français, principalement en euro)
Encours de TNCT : 2 Md€
- Programme Global CP 30 Md€ (ECP + USCP)
Encours global CP : 12 Md€



Au 31 décembre 2021

04

L'obligation durable 2022



04 Caractéristiques de l'émission obligataire durable

L'obligation
durable
2022

Emetteur	Caisse des dépôts et consignations (Etablissement public)
Format	Programme EMTN, émission publique syndiquée
Notation attendue	Aa2 par Moody's et AA par Standard & Poor's
Montant	500 millions d'euros
Maturité	Entre 5 et 7 ans
Utilisation des fonds	Le produit net de l'émission des obligations durables est destiné au financement et refinancement de projets à vocation environnementale et sociale, les « projets éligibles », tels que définis dans <i>le Document cadre des Obligations Vertes, Sociales et Durables</i> du 20 avril 2022 et disponible sur le site internet de la Caisse des dépôts et consignations https://www.caissedesdepots.fr/relations-investisseurs
Indexation	Taux fixe
Dénomination	100 000 EUR
Listing	Euronext Paris
PSPP	Eligible
LCR	Level 1
Basel III	0% risk weighted

04 Document cadre d'Obligations Vertes, Sociales et Durables

L'obligation
durable
2022

Un outil pour atteindre nos engagements

Afin de respecter nos engagements et de financer des projets présentant des avantages environnementaux et sociaux, nous avons créé un **cadre d'émission d'obligations durables**, en vertu duquel nous pouvons émettre des **obligations vertes, sociales et durables**. Ce document cadre, mis à jour en avril 2022, est certifié par une **Second Party Opinion** délivrée par **Moody's ESG Solutions**.

Un émetteur récurrent sur le marché de la dette durable



Obligation verte 2017 de 500M€ arrivée à échéance le 1^{er} Mars 2022, ayant financé 30 projets



Obligation durable 2019 de 500 M€ à échéance 19 Juin 2024, finançant 44 projets



Obligation durable 2020 de 500 M€ à échéance 15 septembre 2025, finançant 23 projets



Obligation durable 2021 de 500 M€ à échéance 1^{er} Juin 2026, finançant 30 projets

Notre engagement... maintenir une présence régulière sur le marché ESG en émettant au moins une émission *benchmark* durable en euros par an

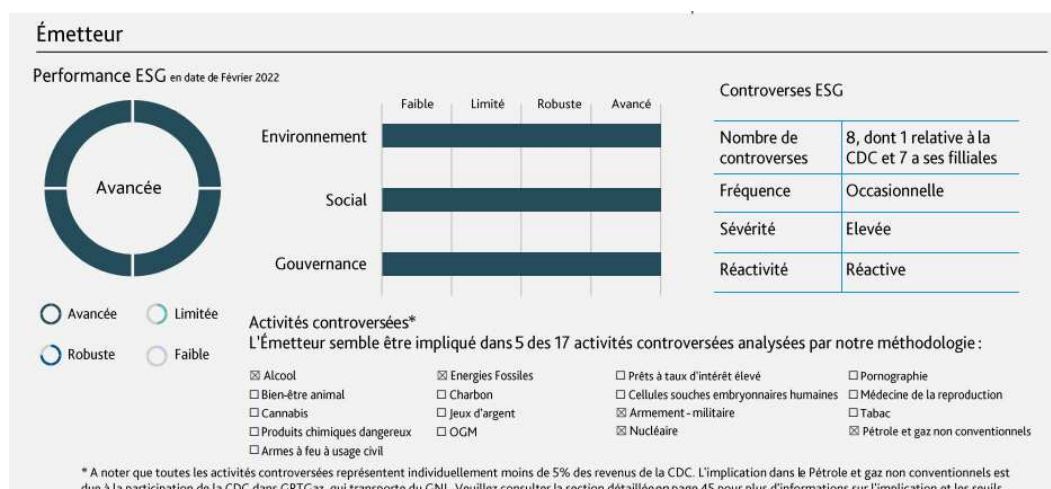
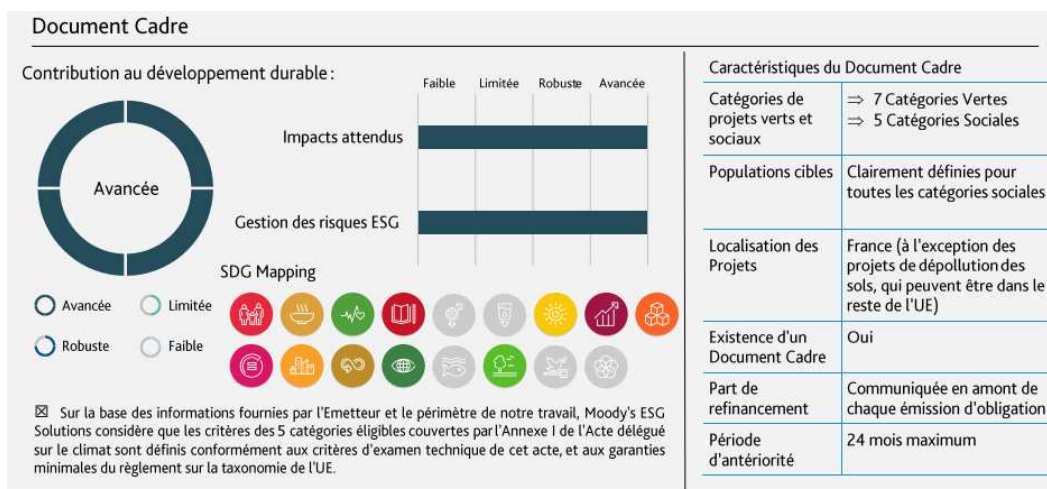
N'hésitez pas à consulter notre page dédiée sur le site web Caisse des Dépôts : <https://www.caissedesdepots.fr/obligations-vertes-sociales-et-durables>
Retrouvez le lien vers le document cadre à cette adresse : [Document cadre](#)

04 Document cadre d'Obligations Vertes, Sociales et Durables

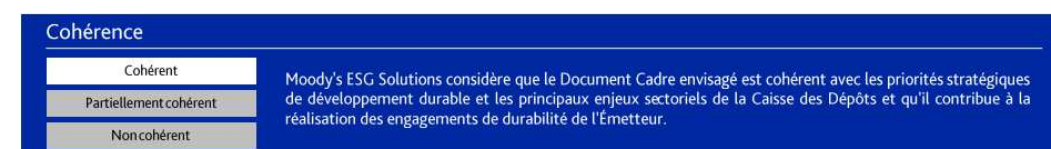
L'obligation durable 2022

Second Party Opinion sur le caractère responsable du document cadre d'obligations vertes, sociales et durables

MOODY'S | ESG Solutions



- Un cadre d'émission aligné avec les 4 piliers des GBP et SBP et suivant les meilleures pratiques de marché.
- Une contribution avancée au développement durable (impacts attendus des projets, gestion des risques ESG).
- Les 5 catégories éligibles couvertes par l'Acte Délégué sur le climat (ENR, efficacité énergétique, immobilier vert, transport durable, datacenters éco-efficients) sont définies conformément aux critères d'examen techniques de la taxonomie de l'UE.



Retrouvez l'intégralité de la SPO à cette adresse : https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/20220422_SPO_UoP_CDC_FR.pdf

04 Eléments clés de l'Obligation Durable de la Caisse des Dépôts

L'obligation durable 2022



■ Utilisation des fonds levés

Energies renouvelables
Efficacité énergétique
Immobilier vert
Dépollution et réhabilitation de sites
Transport et mobilité durable
Centres des données éco-efficients
Transition alimentaire **NOUVEAU**
Accès au numérique
Éducation et insertion professionnelle
Économie Sociale et Solidaire
Immobilier social
Santé et médico-social



■ Processus d'évaluation et de sélection des projets

Piloté par le comité « **Obligations Vertes, Sociales et Durables** »

Critères d'éligibilité des actifs pré-identifiés :

- **financement en fonds propres ou quasi fonds propres, prêts, obligations et dettes mezzanines** ne faisant pas l'objet de controverses
- générant une **répartition équilibrée** entre (i) **financement et refinancement** et (ii) **projets futurs et actifs en exploitation**
- décaissements ne seront pas antérieurs à 2 années précédant l'émission de l'obligation.



■ Gestion des fonds levés

Piloté par le comité « **Obligations Vertes, Sociales et Durables** »

2 sections comptables dédiées au passif pour l'émission et à l'actif pour la gestion en trésorerie de la ressource non encore affectée.

Les **fonds non encore alloués** seront placés dans des instruments de liquidité court-terme dans l'attente d'être alloués aux actifs éligibles.

- sur des actifs SSA et bancaires ;
- titres libellés en euros, de maturités inférieures à 1 an, couverts à taux variable et notés à minima A1/P1 ;
- Exclusion des investissements dans des activités controversées ou intensives en émissions GES.



■ Reporting






Trois rapports publiés annuellement :

- **avis d'assurance de bonne allocation des flux**, certifié par les commissaires aux comptes
- **certificat de conformité des projets aux critères d'éligibilité**, certifié par un auditeur externe
- **indicateurs ESG relatifs aux projets**, ayant vocation à informer les souscripteurs de la qualité des projets

04 Indicateurs d'activité et d'impact

L'obligation durable 2022

Des projets verts à **fort impact environnemental et climatique** qui contribuent à une **transition juste** via leurs **co-bénéfices sociaux et territoriaux**.

Domaine	Alignement à la taxonomie de l'UE	ODD Cibles	Indicateurs d'activités et d'impact potentiel pour les projets verts	
Energies renouvelables		7 13	<ul style="list-style-type: none"> Capacité installée (MW) Production d'électricité et de chaleur réelle/estimée annuelle (MWh) 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de foyers alimentés en électricité verte Emissions de CO₂ évitées (tCO₂eq) Nombre d'emplois directs soutenus (ETP)
Efficacité énergétique		7 13	<ul style="list-style-type: none"> Capacité installée (MW) Production d'électricité et de chaleur réelle/estimée annuelle (MWh) 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de foyers alimentés en électricité verte Emissions de CO₂ évitées (tCO₂eq) Nombre d'emplois directs soutenus (ETP)
Immobilier vert		7 11 13	<ul style="list-style-type: none"> Consommation d'énergie par m² théorique (kWh/m²/an) 	<ul style="list-style-type: none"> Émissions de GES évitées par rapport à la situation de référence en tCO₂eq/an Nombre d'emplois directs et indirects soutenus (ETP) Économies d'énergie par rapport à la situation de référence en kWh/m²/an
Dépollution et réhabilitation de sites		15	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de sites dépollués Surface de terrains dépollués (ha) Nature de destination après dépollution 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'emplois directs et indirects soutenus (ETP) Émissions de GES évitées en tCO₂eq/an
Transport et mobilité durable		9 11	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de véhicules propres déployés par mode de transport Nombre de stations de recharges déployées Nombre de km de transport fluvial/ rail déployés Nombre d'usagers desservis 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'emplois directs soutenus (ETP) Emissions de CO₂ évitées (tCO₂eq)
Transition alimentaire		2 12 15	<ul style="list-style-type: none"> Réduction de la consommation d'eau (en litres par kg de nourriture produite, ou en m³/ha pour l'optimisation de l'irrigation) Émissions de GES évitées en tCO₂eq/an Nombre d'hectares cultivés portant le label biologique de l'UE (éco-réglementation de l'UE) 	
Centres de données éco-efficients		9	<ul style="list-style-type: none"> Consommation électrique en kWh/an (i) des centres de données, (ii) des équipements informatiques Consommation d'électricité verte provenant du réseau / des infrastructures d'énergie renouvelable sur site en kWh/an Power Usage Effectiveness / Carbon Usage Effectiveness / Renewable Energy Factor 	

04 Indicateurs d'activité et d'impact

L'obligation durable
2022

Des projets à **fort impact social**, qui contribuent à **réduire les inégalités territoriales**.

Domaine	ODD Cibles	Indicateurs d'activités et d'impact potentiel pour les projets sociaux
Accès au numérique	8 9 10	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de couverture de la zone de l'initiative publique (%) • Taux de prises raccordées (%) • Nombre de bénéficiaires des parcours de formation créés • Nombre d'heures de formation • Nombre d'emplois soutenus en phase d'installation (ETP)
Education et insertion professionnelle	4 10	<ul style="list-style-type: none"> • Personnes recevant une formation par an • Taux de sortie positive • Sorties pour l'emploi • Sorties pour la formation • Nombre d'heures de formation par an • Nombre d'emplois directement soutenus en ETP/an
Economie Sociale et Solidaire	1 8 10	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de bénéficiaires par an • Émissions de GES évitées en tCO2eq/an • Nombre de projets entrepreneuriaux soutenus par an • Nombre d'emplois directement soutenus en ETP/an
Immobilier social	1 10 11	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de bénéficiaires par an • Nombre de nouvelles places créées par an • Économies de coûts énergétiques après rénovation en €/an • Nombre d'emplois directement soutenus en ETP/an • Nombre d'emplois directement soutenus pendant la rénovation en ETP/an
Santé et médico-social	3 7 10	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de centres de santé construits / rénovés • Nombre de bénéficiaires • Nombre de consultations médicales / an • Augmentation du % de la population desservie par les soins médicaux de proximité • Réduction du temps d'accès des résidents aux soins de santé • Nombre de logements protégés pour les bénéficiaires âgés <p><u>Pour l'immobilier sanitaire et social :</u> Mêmes indicateurs que pour l'immobilier vert</p>

04 Utilisation des fonds levés (1/3)

L'obligation durable
2022

Un équilibre entre financement et refinancement, et entre actifs en projets et actifs en exploitation :

- un niveau d'**engagement de la Caisse des Dépôts** dans les projets de 45% en moyenne
- un **volume de projets engagés éligibles supérieur à la ressource levée**, permettant une substitution des actifs adossés le cas échéant

Energies renouvelables

-  Eolien
-  Solaire photovoltaïque

Dépollution et réhabilitation de sites (*)

-  Dépollution des sites

Mobilité durable (*)

-  Avitaillement en électricité
-  Matériel roulant zéro-émission

Education et insertion professionnelle (*)

-  Accès à la formation (digital)

Economie Sociale et Solidaire

-  Logement social


Bâtiments verts

-  Tertiaire / Logements

Transition alimentaire

-  Chaînes d'approvisionnement durable

Centre de données éco-efficients

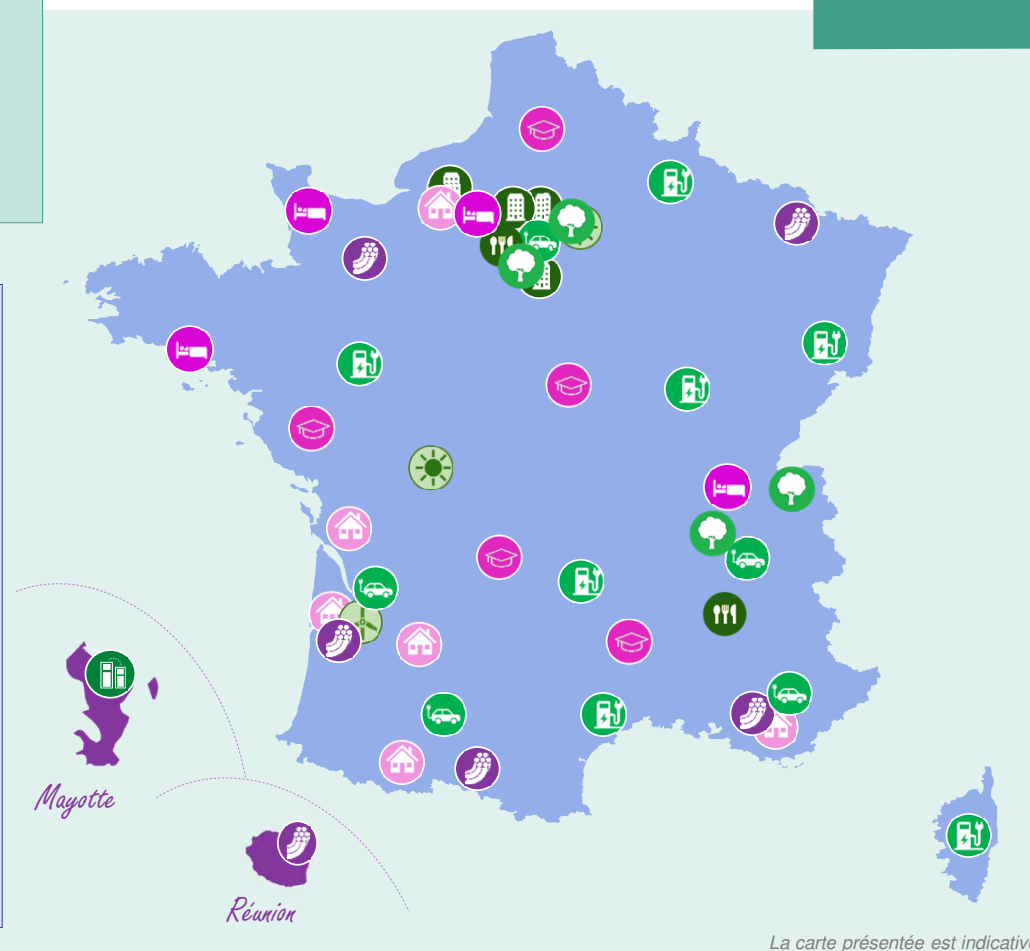
-  Centre de données éco-efficients

Accès au numérique

-  Réseaux d'Initiative Publique FTTH

Santé et médico-Social

-  RSS









(*) Projets déployés sur l'ensemble du territoire français.

04 Utilisation des fonds levés (2/3)

Montants exprimés en millions d'euros au 30 juin 2022

L'obligation durable 2022

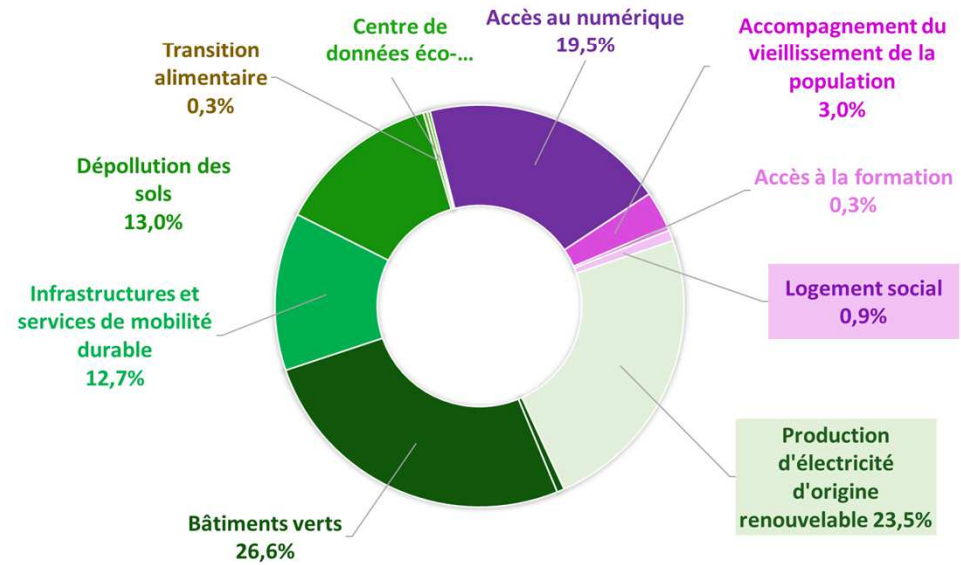
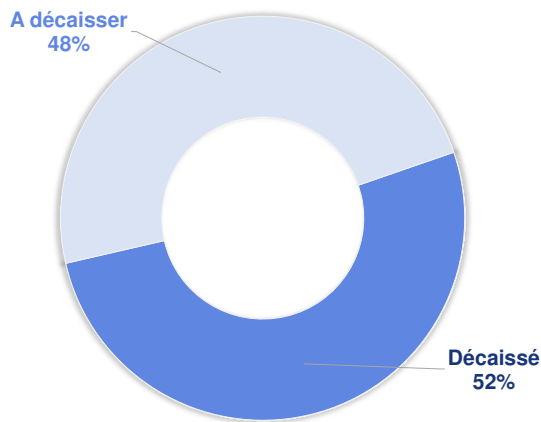
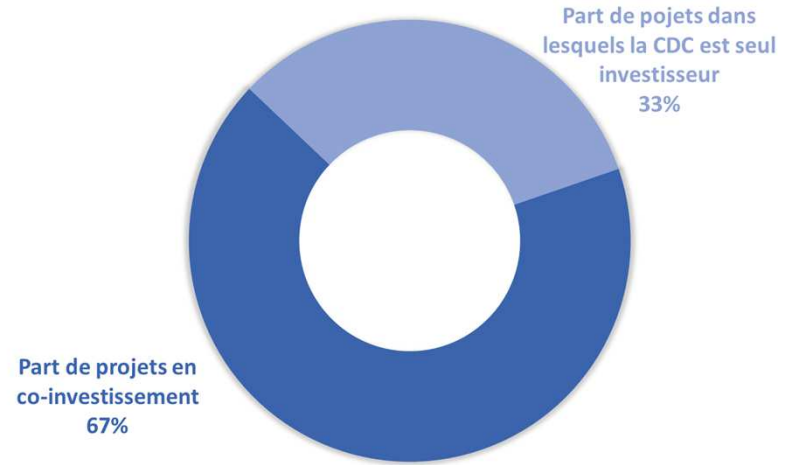
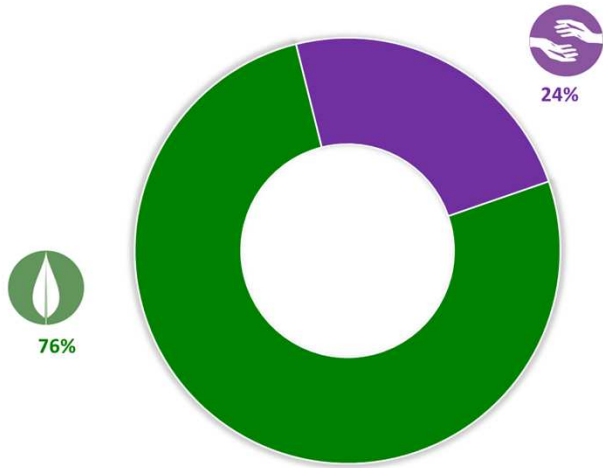
	Sous-domaine	Nombre de projets	Montant	Décaissements (*)	A décaisser	QP CDC		
	Production d'électricité d'origine renouvelable	3	135,14	32,41	102,73	46%	✓	
	Bâtiments verts	4	161,99	88,81	73,17	48%	✓	
	Infrastructures et services de mobilité durable	5	73,07	25,70	47,38	58%	✓	
	Dépollution des sols	1	75,00	34,52	40,48	25%	✓	
	Transition alimentaire	3	1,77	1,77	0,00	33%	✓	
	Centre de données éco-efficients	1	1,35	1,35	0,00	44%	✓	
	Accès au numérique	6	112,00	110,35	1,65	33%		✓
	Accompagnement du vieillissement de la population	3	17,05	3,28	13,77	49%		✓
	Accès à la formation	2	1,80	1,80	0,00	10%		✓
	Logement social	1	5,00	2,00	3,00	18%		✓
	TOTAL	29,00	584,18	302,00	282,18	45%		

La liste complète des projets adossés à l'émission durable 2022 est consultable en annexe 1 de cette présentation.

 Projets éligibles sélectionnés en prenant en considération les critères d'examen techniques de la taxonomie européenne pour l'objectif d'atténuation du changement climatique (64% du montant total des projets sélectionnés)




04 Utilisation des fonds levés (3/3)

L'obligation durable 2022



04 Grille d'éligibilité des projets - Extrait (1/3)

L'obligation durable 2022

Domaine	Typologies de projets adossés à l'OD 2022	Exemples de critères d'éligibilité	Objectifs climat / environnement	Objectifs sociaux
Infrastructures de production d'énergie verte 	<ul style="list-style-type: none"> Eolien terrestre Solaire photovoltaïque 	<ul style="list-style-type: none"> Projets dénués de toutes controverses notamment environnementales suite aux études d'impact Projets répondant aux critères d'alignement de la taxonomie de l'UE au regard de l'activité économique correspondant 	Contribution substantielle à l'atténuation du changement climatique (Article 10)	<ul style="list-style-type: none"> Soutien à l'emploi vert dans le territoire visé
Immobilier vert 	<ul style="list-style-type: none"> Construction neuve ou réhabilitation thermique 	<ul style="list-style-type: none"> NZEB – 10% équivalent en France à RE 2020 -10% après 2022, RT 2012 avant janvier 2022 pour les bâtiments résidentiels et RT 2012 avant juillet 2022 pour les bâtiments tertiaires Pour les bâtiments > 5000 m² : essais d'étanchéité à l'air et d'intégrité thermique et analyse du cycle de vie 	Contribution substantielle à l'atténuation du changement climatique (Article 10)	<ul style="list-style-type: none"> Lutte contre la précarité énergétique (réduction de la facture énergétique et /ou lutte contre le froid et l'humidité). Soutien à l'emploi vert dans le territoire visé
Transport et mobilité durable 	<ul style="list-style-type: none"> Flottes de matériel roulant propre et infrastructure d'avitaillement associées 	<ul style="list-style-type: none"> Projets liés à l'achat, au financement, à la location, à la construction, à l'exploitation ou à l'entretien de moyens de transport dont les émissions directes de CO₂ à l'échappement sont nulles ou d'infrastructures dédiées à ces moyens de transport Le cas échéant, les véhicules et/ou les infrastructures ne sont pas destinées au transport ou au stockage de combustibles fossiles. 	Contribution substantielle à l'atténuation du changement climatique (Article 10)	<ul style="list-style-type: none"> Services de mobilité pour populations fragiles, amélioration de la sécurité Réduction des polluants locaux atmosphériques Soutien à l'emploi vert dans le territoire visé

Les critères d'éligibilité pour les catégories vertes, le cas échéant, sont basés sur les **critères d'examen technique (Technical Screening Criteria - TSC)** de la taxonomie de l'UE. En outre, la Caisse des Dépôts a réalisé une analyse d'alignement avec les exigences des **critères de non-préjudice important à aucun autres des objectifs environnementaux (Do No Significant Harm - DNSH)** pour les catégories couvertes par les actes délégués sur l'atténuation au changement climatique afin d'identifier les éventuels écarts avec ces exigences. Enfin, la Caisse des Dépôts ne finance que des projets en France où la législation actuelle permet de s'aligner sur le critère des **garanties sociales minimales (Minimum Social Safeguards - MSS)** pour les actifs éligibles.

04 Grille d'éligibilité des projets - Extrait (2/3)





L'obligation durable 2022

Domaine	Typologies de projets adossés à l'OD 2022	Exemples de critères d'éligibilité	Objectifs climat / environnement	Objectifs sociaux
Transition alimentaire (*)	<ul style="list-style-type: none"> Unités de distribution : plateformes logistiques ou de distribution, canaux de distribution alternatifs à vocation écologique Unités de production alimentaire résilientes et innovantes 	<ul style="list-style-type: none"> Structure de l'ESS au sens de la loi du 31 juillet 2014 Produits provenant d'une exploitation certifiée biologique conformément à la norme biologique de l'UE Produits respectant les principes d'économie circulaire (emballages réutilisables ou recyclables, stratégie de réduction des déchets) Produits alimentaires commercialisés en circuit court 	Contribution substantielle à : <ul style="list-style-type: none"> la protection et à la restauration de la biodiversité et des écosystèmes (Article 15) l'atténuation du changement climatique (Article 10) l'utilisation durable et à la protection des ressources aquatiques et marines (Article 12) la transition vers une économie circulaire (Article 13) 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien à l'emploi vert dans le territoire visé Accès à une alimentation de qualité pour le plus grand nombre Accompagnement de la transition socio-environnementale
Centres de données éco-efficients 	<ul style="list-style-type: none"> Datacenter territoriaux 	<ul style="list-style-type: none"> Potentiel de réchauffement global (PRG) des fluides frigorigènes < 675 Projets ayant mis en œuvre l'ensemble des pratiques attendues du code de conduite européen relatif au rendement énergétique des centres de données Pratiques vérifiées par un tiers indépendant et contrôlées au moins tous les 3 ans 	Contribution substantielle à l'atténuation du changement climatique (Article 10)	<ul style="list-style-type: none"> Soutien à l'emploi vert dans le territoire visé
Dépollution des sols (*)	<ul style="list-style-type: none"> Dépollution de sols et sous-sols pour tout type de sites afin de les rendre aptes à un nouvel usage industriel, commercial ou résidentiel. 	<ul style="list-style-type: none"> Terrains situés en Europe, majoritairement en France (>50%) Sites ciblés de petite/moyenne taille (de 1 à 20 ha), significativement pollués (sol et bâtiment) avec un fort potentiel de redéveloppement Coût de dépollution très significatif au regard du budget global de l'opération 	Contribution substantielle à : <ul style="list-style-type: none"> la prévention et à la réduction de la pollution (Article 14) l'atténuation du changement climatique (Article 10) 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien à l'emploi vert dans le territoire visé Amélioration du cadre de vie par la réduction de l'exposition à des substances polluantes

(*) Pour les activités non couvertes par les premiers actes délégués sur les objectifs climatiques de la taxonomie de l'UE, les critères d'éligibilité ont été élaborés (i) **en suivant les meilleures pratiques du marché et nos critères d'éligibilité ESG internes** (ii) **à partir des recommandations fournies par le rapport de la plateforme sur la finance durable** sur les TSC pour les 4 objectifs environnementaux restants.

04 Grille d'éligibilité des projets - Extrait (3/3)

L'obligation durable 2022

Domaine	Typologies de projets adossés à l'OD 2022	Exemples de critères d'éligibilité	Objectifs sociaux
Infrastructures numériques	Réseaux optiques FTTH irriguant les territoires jusqu'aux utilisateurs finaux	<ul style="list-style-type: none"> Territoire où: (i) le déploiement de la fibre optique n'est pas rentable pour un opérateur privé; (ii) le PIB par habitant est en dessous de la moyenne nationale.  Population cible: habitants, entreprises locales, services publics des déserts numériques	<ul style="list-style-type: none"> Réduction de la fracture numérique Soutien à l'emploi dans le territoire visé
Economie Sociale et Solidaire	Investissements dans toute entreprise de l'ESS (structures existantes, en création, ou en accélération)	<ul style="list-style-type: none"> Toute entreprise de l'ESS au sens de la loi du 31 juillet 2014 Entreprises à utilité sociale au sens de l'article 2 de la loi du 31 juillet 2014 et qui respectent un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices.  Population cible : Entreprises de l'ESS	<ul style="list-style-type: none"> Emergence, changement d'échelle et diversification d'activités des entreprises de l'ESS Création d'activités et d'emplois non délocalisables, développement socio-économique des territoires
Santé et médico-social	Accompagnement du vieillissement de la population : <ul style="list-style-type: none"> Construction, rénovation, extension de résidence senior Soutien des professionnels de santé dans ce secteur 	<ul style="list-style-type: none"> Projets à destination des personnes de plus de 60 ans, professionnalisation et développement des aides à domicile et des métiers de l'autonomie Immobilier sanitaire et social : Bâtiments localisés en France à construire, restructurer ou réhabiliter, disposant au moins du label environnemental NF Habitat HQE 6 étoiles  Population cible : population senior	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'autonomie (question de la dépendance) et l'état de santé de la population senior et réduire les inégalités sociales de santé Evitement des consommations d'énergie et des émissions de GES
Education et insertion professionnelle	Organismes de formation : <ul style="list-style-type: none"> Parcours de formation Formation aux nouveaux métiers (numérique, SI) 	<ul style="list-style-type: none"> Formations gratuites, qualifiantes et/ou professionnalisantes, reconnues par l'Etat  Population cible: personnes de tout âge en difficulté scolaire ou d'insertion socio-professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> Formation et insertion professionnelles des jeunes et des personnes éloignées de l'emploi

05

Exemples de
**Projets
emblématiques**





Infrastructures de production d'énergie verte

L'obligation durable 2022

Projets phares

Centrale photovoltaïque à Saucats



En partenariat avec ENGIE GREEN, l'installation de cette centrale photovoltaïque au sol est localisé à Saucats en Gironde (33).

Cette centrale générera une **puissance de raccordement de 600 MW** (puissance nominale de l'installation de 820 MW). L'aménagement du projet de près de 1 000 hectares conduira à une compensation de plus de 2 000 hectares qui sera, autant que possible, réalisée dans le périmètre du projet.



Impacts Environnementaux, Sociaux et Territoriaux :

- 2 000 000 tCO₂eq évitées
- Production de la consommation électrique annuelle hors chauffage de **150 000 foyers**, soit 1/3 de la population métropolitaine bordelaise
- Création d'activités et d'emplois locaux non délocalisables : **50 ETP en phase de construction** et **10 ETP par an en phase d'exploitation**





Infrastructures de production d'énergie verte

L'obligation durable 2022

Projets phares

Plateforme Aphaïa

La Banque des Territoires est entrée en octobre 2021 au capital dans la plateforme Aphaïa à hauteur de 40%, aux côtés de Third Step Energy (TSE), dans le but de financer le développement et la construction de **1,6 GWc de projets solaires au sol**. Ces projets sont à un stade amont et le développement devrait s'étaler sur 5 années avec 1,2 GW de capacité installée en 2024 et 2025. Le portefeuille sera composé d'environ **90 projets (*)** répartis sur toute la France avec une capacité installée comprise entre 4 et 52 MW, et une **capacité moyenne par centrale de 18 MW**.



© Image : TSE Energy

Impacts Environnementaux, Sociaux et Territoriaux :

- 1 400 000 tCO₂eq évitées
- Production de 1,865 GWh par an, soit la consommation électrique annuelle de 700 000 personnes
- Un fort ancrage territorial avec des projets positionnés sur tout le territoire français, et la création d'activités et d'emplois locaux non délocalisables : **20 ETP en phase de construction**



(*) Le foncier a été sécurisé sur 1,2 GW pour 65 projets, l'étude environnementale a déjà été entamée sur 625 MW et le permis de construire déposé pour 237 MW.



Bâtiments verts

L'obligation durable 2022

Projets phares

Clichy Ilôt Dupont



Ce grand projet se situe dans un quartier en pleine mutation et s'inscrit dans le programme d'aménagement de la ZAC du Bac d'Asnières. Réalisé en entreprise générale par l'agence FAYAT BATIMENT Ile-de-France, il consiste en la construction de **310 logements**, aux prestations haut de gamme, répartis sur 12 bâtiments allant du R+8 au R+10 avec 1 niveau de parking en infrastructure et un jardin central. **Arboré avec des noues paysagères.**

Imaginé par l'Atelier d'architectes du Pont, l'opération se distingue par ses poteaux architecturaux décentrés qui portent 3 des bâtiments de l'ensemble immobilier, ses façades élégantes en lasure et pierres agrafées et ses 8 brises soleil de 34 mètres de haut.



Impacts Environnementaux :

- 1 500 m² de jardin
- 48 000 m² de surface de plancher
- Performance énergétique : RT 2012 - 20% Effinergie +
- Bâtiment Durable Francilien au stade conception
- Certification NF HABITAT HQE





Infrastructures de mobilité durable

L'obligation durable 2022

Projets phares



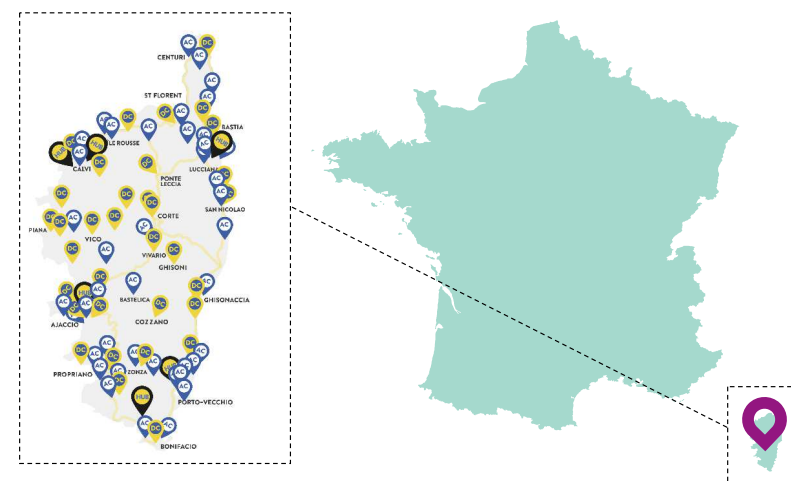
Installation en Corse par E-motum d'un **réseau de 50 stations de recharge DC** (chargeurs rapides avec 2 prises par station) sur tout le territoire insulaire pour tous les usagers de véhicules électriques, selon un maillage territorial dense avec moins de 50 km entre chaque station, dans les stations essence, centres commerciaux, restaurants, et parkings publics.

La société poursuit une stratégie de diminution de son empreinte carbone, puisque l'électricité fournie par les bornes de recharge rapides existantes est actuellement alimentée par **10 000m² de panneaux solaires installés à Lucciana**, fournissant une puissance de 1.5MW avec une capacité de stockage de 0.5MW réinjectée dans le réseau aux heures de pointe.



Impacts Environnementaux, Sociaux et Territoriaux :

- 100 points de recharge déployés
- Réduction des émissions de GES : environ 138 000 tCO₂eq évitées
- Réduction des polluants locaux (NO_x, particules fines)
- 4 ETP directs en phase de construction et 4 ETP soutenus par an en phase d'exploitation





Accès au numérique

L'obligation durable 2022

Projets phares

Gironde
Très Haut Débit
avec Orange Concessions



Gironde Très Haut Débit (GTHD) s'est engagé à déployer le Très Haut Débit sur l'ensemble du **territoire de la Gironde** (hors Bordeaux Métropole et Libourne) afin de pouvoir **couvrir 100% des logements, des entreprises et des collectivités d'ici 2025**.

GTHD met en place des services sur le réseau fibre à destination des particuliers et des entreprises avec une qualité de service adaptée aux besoins des professionnels.

Grâce à ces nouveaux services, l'ensemble des particuliers, professionnels et entreprises du territoire Girondin auront à leur disposition de nouveaux moyens de télécommunications favorisant ainsi leur développement.

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



10 INÉGALITÉS RÉDUITES



Impacts Sociaux et Territoriaux :

- Raccordement cible de **509 000 lignes** au THD d'ici 2025, **265 479 lignes** déployées dont **98 259 abonnés** déjà raccordés au 30/06/2022 ;
- **7 ans** de travaux (2018-2025) ;
- **218 308 heures** d'insertion sociale ont été réalisées au 30 juin 2022.





Transition alimentaire

L'obligation durable 2022

Projets phares

FRAÎCHE Cancan



Opérant en Île-de-France dans le secteur de la restauration collective inter-entreprise, Fraîche Cancan a pour objectif d'améliorer le bien manger au travail et propose aux entreprises une offre phygitale combinant une plateforme de commande en ligne pour leurs collaborateurs et l'installation d'espaces physiques de restauration. Fraîche Cancan propose un suivi nutritionnel personnalisé, des repas préparés à partir d'aliments sains et écologiquement responsables, et est engagée depuis 2019 dans une démarche Zéro Déchet avec des contenants en verre consignés et lavés en interne.



Impacts Environnementaux, Sociaux et Territoriaux :

- 20 tonnes d'emballages sauvés et 10 000 repas Zéro Déchets
- 60 000 repas sauvés du gaspillage alimentaire en 2021
- 79% d'émissions de GES évitées grâce à la consigne
- Réduction de 33% de la consommation d'eau par rapport à la fabrication de nouveaux emballages
- 40 ETP directs en phase de construction et 50 ETP directs par an en phase d'exploitation





Réhabilitation de sites

L'obligation durable 2022

Projets phares

Fond Ginkgo 3



Ginkgo 3 est un fond dont l'objet est d'acquérir des sites urbains pollués disposant d'un fort potentiel de redéveloppement et de les développer. Cet investissement à impact permettra d'appuyer l'effort des collectivités pour **valoriser les friches polluées et les intégrer dans leurs stratégies urbaines**.

Le fonds recherchera principalement des sites de petite ou moyenne taille, qui présentent un environnement significativement pollué, et situés à proximité des grandes aires urbaines souffrant d'une pénurie de foncier constructible. Il interviendra principalement en France (5 à 6 projets) et en Belgique (2 à 3 projets), éventuellement dans d'autres pays de l'UE (2 à 3 projets).



Impact Environnementaux, Sociaux et territoriaux :

- Impact sur la santé publique via la décontamination de 10 à 12 sites
- Lutte contre l'artificialisation de nouveaux sols
- Participation à la dynamisation et à la relance de l'activité pour les acteurs de la dépollution et du BTP
- Libération de terrains pour des projets d'aménagement bloqués en raison des coûts de réhabilitation et de dépollution des sols



06

Activités
pour le
compte de
l'Etat français



06 Activités du Fonds d'épargne

Principaux évènements 2021

Activités pour le compte de l'Etat français

- Fonds d'épargne
- Financement du logement social
- Gestionnaire de régimes de retraites
- Mon compte formation

- **Après une année 2020 impactée par la crise sanitaire, le résultat net 2021 est exceptionnellement élevé grâce à :**
 - une excellente performance des portefeuilles financiers ;
 - un taux du Livret A stable sur l'ensemble de l'année et en retard sur la reprise de l'inflation.
- **Enveloppe Plan Logement de 8 Md€ consommée à plus de 75%.**
- **Collecte centralisée sur les livrets réglementés (livret A, LDDS et LEP) atteint 11,2 Md€ en 2021 contre 20,4 Md€ en 2020.**
- **Signature du prêt Rénovation thermique de 1 000M€ avec la BEI**

**Un résultat net
de 710M€**
—
(à fin 2021)

06 Gestionnaire de régimes de retraites

Une gestion administrative sous mandat

Activités
pour le compte
de l'Etat français

- Fonds d'épargne
- Financement du logement social
- Gestionnaire de régimes de retraites
- Mon compte formation



- La CDC gère 1 retraité sur 5 en France
- 60,1 Md€ de prestations versées
- 62,9 Md€ de financements perçus
- 18,2 Md€ gérés par les fonds

CNRACL

IRCANTEC

RAFP

FSPOEIE

MINES...

7,6 millions
de cotisants

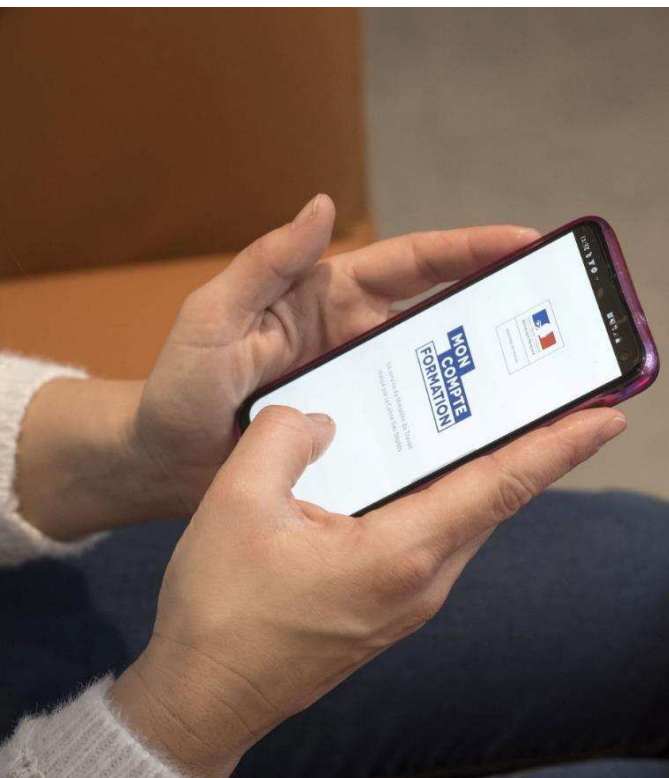
4,1 millions
de pensionnés

06 Mon compte formation

Gestion du compte personnel de formation des français

Activités pour le compte de l'Etat français

- Fonds d'épargne
- Financement du logement social
- Gestionnaire de régimes de retraites
- Mon compte formation



En 2019, lancement de l'application « Mon compte formation »

Le ministère du Travail a désigné la Caisse des Dépôts comme opérateur du projet de lancement d'une application mobile et d'un portail numérique.

La Caisse des Dépôts assure le fonctionnement du service en ligne, la centralisation et la gestion des ressources finançant le Compte personnel de formation via un fonds ad hoc et le paiement des organismes de formation.

Parallèlement, elle a accompagné les 10 000 organismes de formation qui devaient charger leur catalogue de formation sur cette nouvelle plateforme.

Chiffres clés

25 millions d'actifs concernés



L'application

- 25 000 téléchargements par jour depuis sa sortie
- 117 000 formations accessibles
- 9 300 organismes référencés
- Prix moyen d'une formation : 1 230 €

Les évolutions à venir

- Gestion des abondements au travers d'un portail dédié aux entreprises ;
- Traitement des retours et de l'évaluation des formations ;
- Mise en œuvre du « passeport de compétences » ;
- Prise en compte en continu du besoin des usagers.

07

Conclusions,
contacts
et liens



🔴 L'Établissement public CDC est placé « sous la surveillance et la garantie du Parlement français »

■ Noté Aa2,AA,AA (Moody's, S&P's, Fitch), LCR niveau1, éligible au Programme Étendu d'Achats d'Actifs de la BCE, pondéré à 0% au titre du capital réglementaire exigible

🔴 Stratégie de financement long terme de la Section Générale

■ 3 à 5 milliards d'EUR d'émissions chaque année

■ Benchmark en USD, EUR, GBP, CHF, JPY

■ Placements privés, toutes devises de 2 à 30 ans

🔴 Les missions de la Caisse des Dépôts

■ **Activités consolidées (partie violette dans cette présentation)**

- Protection des dépôts réglementés
- Investissements long terme dans le développement local
- Gestionnaire d'actifs

■ **Activités pour le compte de l'État Français (partie bleue dans cette présentation)**

- Centralisation du Livret A et financement du logement social
- Gestionnaire de régimes de retraites

🔴 Un émetteur récurrent sur le marché de la dette durable

■ Document cadre mis à jour en avril 2022

■ Au moins une émission benchmark durable en euros par an

■ Alignement avec les 4 piliers des GBP et SBP

■ 5 catégories définies conformément aux critères de la taxonomie de l'UE

En
résumé

07 Contacts

Thibaud GRIMARD

Responsable émissions, prêts et ingénierie

- Tel: +33 1 58 50 20 24
- thibaud.grimard@caissedesdepots.fr

Pauline MOREL

Responsable Adjointe émissions, prêts et ingénierie

- Tel: +33 1 58 50 23 21
- Pauline.morel@caissedesdepots.fr

Table de négociation EMTN / NEUMTN

- Tel: +33 1 58 50 22 58 / emtn-cdc@caissedesdepots.fr

Audrey ATHUIL

Responsable de la trésorerie

- Tel: +33 1 58 50 23 43
- audrey.athuil@caissedesdepots.fr

Table de négociation TNCT / Global CP

- Tel: +33 1 58 50 21 67 / cdc.treasury@caissedesdepots.fr



07 Liens

Internet :

www.caissedesdepots.fr

Lien vers les relations investisseurs :

<http://www.caissedesdepots.fr/relations-investisseurs>

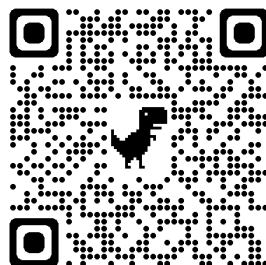
- Vidéo
- Présentation investisseurs :
<http://www.caissedesdepots.fr/relations-investisseurs/L'essentiel>
- Chiffres clés :
<http://www.caissedesdepots.fr/relations-investisseurs/chiffres-clés>
- Programmes d'émissions :
<http://www.caissedesdepots.fr/relations-investisseurs/nos-programmes>
- Obligation verte, sociale et durable :
<https://www.caissedesdepots.fr/obligations-vertes-sociales-et-durables>

Code dealing Reuters : CDCP

Code des obligations sur Bloomberg : CDCEPS <Govt> <Go>

Recherche Bloomberg complète :

- <Govt> TK <Go> (Government Bonds)
- 12 <Go> (France)
- <Page Fwd> (State Agencies Bonds en page 2)



08

Annexes

08 Tableau des actifs éligibles à l'adossement (1/6)

Sous-domaine	Opération	Description	Performance cible
Production d'électricité d'origine renouvelable	Projet de centrale photovoltaïque à Saucats (33)	Partenariat avec ENGIE GREEN pour entrer à 10% dans la SPV qui porte le développement d'une centrale photovoltaïque au sol à Saucats en Gironde (33) d'une puissance de raccordement de 600 MW (puissance nominale de l'installation de 820 MW). L'aménagement du projet (près de 1 000 hectares) génèrera une compensation de plus de 2 000 hectares qui sera, autant que possible, réalisée dans le périmètre du projet.	<p><u>Impact environnemental et climatique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Puissance installée de 42,5 MW - 600 hectares défrichés mais compensés - 2 000 000 tCO2 évitées - Production de l'équivalent de la consommation électrique annuelle hors chauffage de 150 000 foyers <p><u>Impact social et territorial :</u></p> <p>Création d'activités et d'emplois locaux non délocalisables : 50ETP en phase de construction et 10ETP/an en phase d'exploitation</p>
Production d'électricité d'origine renouvelable	Plateforme Aphaïa	Acquisition de 49% des parts d'un portefeuille regroupant 1,6 Gwc de projets solaires au sol en France, à différents stades de développement et dont la construction devrait intervenir entre 2022 et 2025, aux côtés de Third Step Energy (TSE), acteur français spécialisé dans le développement, la construction, le financement et l'exploitation de centrales photovoltaïques. Ces projets sont à un stade amont et le développement devrait s'étaler sur 5 années avec 1,2 GW de capacité installée en 2024 et 2025.	<p><u>Impact environnemental et climatique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Puissance installée totale de 1,6 Gwc - Environ 90 projets de capacité installée comprise entre 4 et 52 MW, soit une capacité moyenne par centrale solaire de 18 MW - Impact 2026 : Sur la base d'un productible moyen de 1 188H/MW, le portefeuille génèrera 1,865 GWh par an, soit la consommation d'environ 700 000 personnes et l'économie de 1,4 millions de tonnes de CO2
Production d'électricité d'origine renouvelable	CNR Solaire 9 - Parcs éoliens dans la Vienne et la Seine et Marne	Partenariat financier avec CN'Air pour l'acquisition de 3 parcs éoliens dénommés CEBEN (Département de la Vienne), CEHOU (Département de la Seine et Marne) et CELAN (Département de la Vienne) , de puissances respectives 15, 15.4 et 12 MW soit une capacité totale de 42,5 MW. Ces 3 parcs sont purgés de tout recours et ont une date de mise en service entre 2022 et 2033.	<p><u>Impact environnemental et climatique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Puissance installée de 42,5 MW - Production installée de 113 GWh d'énergie verte par an, soit la consommation annuelle de 24 510 foyers et une économie de 6 922 tCO2 par an.
Infrastructures et services de mobilité durable	Logivolt Territoires	La nouvelle entreprise Logivolt Territoires, filiale à 100 % de la Caisse des Dépôts lancée par la Banque des Territoires, propose aux copropriétés privées de financer l'installation électrique collective nécessaire au raccordement de bornes de recharge de véhicules dans leurs parkings. A terme, il est prévu un investissement de 150 M€ dans Logivolt Territoires permettant le déploiement de 125 000 points de recharge dans 16 000 copropriétés privées (sur un marché cible de 125 000 copropriétés) sur l'ensemble du territoire d'ici 2035.	<p><u>Impact environnemental et climatique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 41 000 bornes de recharge à horizon 2024 - Réduction des émissions de GES : 54 000 tCO2eq évitées par an - Réduction des polluants locaux (NOx, particules fines) <p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 ETP créés ou sauvegardés

08 Tableau des actifs éligibles à l'adossement (2/6)

Annexe 1
Actifs éligibles

Sous-domaine	Opération	Description	Performance cible
Infrastructures et services de mobilité durable	Movivolt	MOVIVOLT, détenue à 70 % par la Banque des Territoires et 30 % par le Groupe La Poste, propose une offre de location longue durée « LLD » de véhicules électriques à destination des entreprises et des collectivités . Elle a pour objectif de déployer une flotte de 10 500 véhicules à horizon 2025. La création de cette nouvelle entreprise répond à un double enjeu : accompagner opérationnellement les entreprises et collectivités vers une adaptation aux Zones à Faible Emission « ZFE » et accélérer le déploiement de mobilités douces sur l'ensemble des territoires.	<p><u>Impact environnemental et climatique:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 500 véhicules électriques à horizon 2025 - Réduction des émissions de GES : 36 000 tCO₂eq évitées par an en cible - Réduction des polluants locaux (NOx, particules fines) <p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Rendre accessible la mobilité électrique pour tous les professionnels partout en France (offre de véhicules d'occasion)
Infrastructures et services de mobilité durable	See You Sun	Déploiement par l'entreprise rennais See You Sun d'ombrières photovoltaïques, équipées de bornes de recharge pour les véhicules électriques, sur les parkings . Ces centrales, en plus de la revente d'électricité, permettent d'apporter des services de recharge de véhicules électriques à des acteurs disposant d'emplacement de parkings ou de foncier (collectivités, SEM, bailleurs sociaux, promoteurs, entreprises industrielles ou du tertiaire). Ces projets, développés via des SPV détenues à 100 % ou en co-investissement avec des SEM Energies, permet de dérisquer les projets, financièrement et technologiquement, et d'assurer un maillage territorial fin, en zones urbaines, périurbaines et rurales.	<p><u>Impact environnemental et climatique:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1000 ombrières de puissance < 300 kWc déployées à horizon 5 ans - Réduction des émissions de GES : 234 000 tCO₂eq évitées - Réduction des polluants locaux (NOx, particules fines) <p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 12 ETP directs en phase de construction et 12 ETP directs /an en phase d'exploitation en Ile-et-Vilaine - Création d'emplois indirects sur l'ensemble du territoire national avec le recours à une main d'œuvre régionale sur chaque chantier
Infrastructures et services de mobilité durable	E-motum Corse	Installation en Corse par E-motum d'un réseau de 50 stations de recharge DC (super chargeurs avec 2 prises/station) sur tout le territoire insulaire pour tous les usagers de véhicules électriques, selon un maillage territorial dense avec un trajet de moins de 50 km entre chaque station, dans les stations essence, centres commerciaux, restaurants, et parkings publics. La société poursuit une stratégie de diminution de son empreinte carbone, puisque l'électricité fournie par les bornes de recharge rapides existantes est actuellement alimentée par 10 000m ² de panneaux solaires installés à Lucciana, fournissant une puissance de 1.5MW avec une capacité de stockage de 0.5MW réinjectée dans le réseau aux heures de pointe.	<p><u>Impact environnemental et climatique:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 points de recharge déployés - Réduction des émissions de GES : 138 540 tCO₂eq évitées - Réduction des polluants locaux (NOx, particules fines) <p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 ETP directs en phase de construction et 4 ETP soutenus / an en phase d'exploitation
Infrastructures et services de mobilité durable	EDF Hynamics - Station H2 à Belfort	Le Grand Belfort Communauté d'Agglomération se dote d'une station de production et de distribution d'hydrogène renouvelable pour le développement d'une mobilité propre . Installée et exploitée par Hynamics, filiale hydrogène du groupe EDF, elle alimentera dès le printemps 2023, 7 bus à hydrogène opérés par la RTTB (Régie des Transports du Territoire de Belfort) pour le compte du SMTC (Syndicat Mixte des Transports en Commun) sur le réseau de transport urbain Optymo. L'hydrogène sera produit par électrolyse de l'eau et utilisera à terme une énergie verte issue de l'usine d'incinération et de fermes solaires.	<p><u>Impact environnemental et climatique:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des émissions de GES : 3 000 tCO₂eq évitées par an en cible - Réduction des polluants locaux (NOx, particules fines) - Zéro artificialisation <p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 94 ETP directs en phase de construction et 14 ETP soutenus par an en phase d'exploitation

08 Tableau des actifs éligibles à l'adossement (3/6)

Annexe 1
Actifs éligibles

Sous-domaine	Opération	Description	Performance cible
Dépollution des sols	Fond Ginkgo 3	Investissement de 75M€ dans le fonds de dépollution Ginkgo 3, dont l'objet est d' acquérir des sites urbains pollués disposant d'un fort potentiel de redéveloppement et de les développer . Cet investissement à impact devrait contribuer significativement au plan France relance et d'appuyer l'effort des collectivités pour valoriser les friches polluées et les intégrer dans leurs stratégies urbaines. Le fonds recherchera principalement des sites de petite ou moyenne taille (de 1 à 20 hectares), qui présentent un environnement significativement pollué, et situés à proximité des grandes aires urbaines souffrant d'une pénurie de foncier constructible. Il interviendra principalement en France (5 à 6 projets) et en Belgique (2 à 3 projets), éventuellement dans d'autres pays de l'UE (2 à 3 projets).	<p><u>Impact environnemental et climatique:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Impact sur la santé publique via la décontamination des sites - Lutte contre l'artificialisation de nouveaux sols <p><u>Impact social et territorial:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation à la dynamisation et à la relance de l'activité pour les acteurs de la dépollution et du BTP - Libération de terrains pour des projets d'aménagement bloqués en raison des coûts de réhabilitation et de dépollution des sols
Bâtiments verts	Clichy Îlot Dupont	Acquisition en VEFA d'une opération de 5 809 m ² comprenant 75 logements (et 55 places de parking) située à Clichy (92) et développée par OGIC	<p><u>Impact environnemental et climatique:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - RT 2012 - 20% - Effinergie + - Bâtiment Durable Francilien au stade conception - Certification NF HABITAT HQE
Bâtiments verts	St Ouen N9	Acquisition en VEFA d'une opération de 19 626 m ² comprenant 227 logements (et 213 places de parking) située à Saint-Ouen (93) et développée par EMERIGE	<p><u>Impact environnemental et climatique:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - RT 2012 - 40% - Effinergie + - NF Habitat HQE profil "Excellent" 7 étoiles - label BiodiverCity (meilleurs efforts du vendeur)
Bâtiments verts	Network	Acquisition en VEFA d'un ensemble immobilier neuf de bureaux développant environ 15 893 m² de surface utile (et 220 places de parking) situé à Bagneux (92) et développé par NEXITY	<p><u>Impact environnemental et climatique:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - RT 2012 - 30% - NF Bâtiments Tertiaires Démarche HQE@ Bureaux 2015, Excellent - BREEAM International, Europe, Office 2016 Excellent - WIRESCORE niveau Platinum
Bâtiments verts	L'Eveil de Flaubert à Rouen (76)	Un bâtiment de bureaux en R+7 d'environ 9 000 m ² porté la SCI Tanit : Alderan et la Banque des Territoires ont respectivement investi 3,64 M€ et 3,36 M€ dans les murs du 1^{er} immeuble tertiaire de l'Eveil de Flaubert . L'immeuble sera supporté par 70 poteaux en hêtre lamellé-collé. Pour une performance optimale, diverses solutions techniques seront déployées : l'utilisation de matériaux biosourcés, avec une part importante accordée au matériau bois approvisionné en circuit-court dans les forêts de Seine-Maritime pour réduire le bilan carbone du produit, et au recours à la géothermie et au photovoltaïque pour les bâtiments tertiaires.	<p><u>Impact environnemental et climatique:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - BREEAM Very Good - Label E3 C1 - BEPOS Effinergie 2017 - Label BBCA - Reconversion de friches industrielles

08 Tableau des actifs éligibles à l'adossement (4/6)

Annexe 1
Actifs éligibles

Sous-domaine	Opération	Description	Performance cible
Centre de données éco-efficients	ITH Datacenter Mayotte	ITH Datacenter consiste en la construction et l'exploitation d'un ensemble immobilier et mobilier destiné à proposer une offre de location ou colocation de baies pour une puissance totale de 420 kW, pour 76 baies informatiques. ITH sera le premier datacenter TIER III à Mayotte tel que défini par l'Uptime Institute. Il est localisé à Mamoudzou sur un terrain surélevé, pour limiter son exposition aux risques sismiques et climatiques et sera raccordé aux sites d'atterrissage des câbles sous-marins internationaux. Le datacenter sera situé au sein de la principale zone économique de l'île, à proximité du centre hospitalier de Mayotte et des administrations publiques. En dépit des contraintes liées au climat tropical, le bâtiment vise un objectif de performance énergétique élevé, avec un PUE de 1,5.	<p><u>Impact environnemental et climatique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Performance énergétique : PUE 1.5 - Certification TIER III (Conception et réalisation) <p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien à la transition numérique et à l'attractivité économique du territoire de Mayotte
Transition alimentaire	Fraîche Cancan	Fraîche Cancan, SAS opérant en Île-de-France dans le secteur de la restauration collective inter-entreprise, a pour objectif d' améliorer le bien manger au travail et propose à cet effet aux entreprises une offre phytigitale combinant une plateforme de commande en ligne pour leurs collaborateurs et l'installation d'espaces physiques de restauration. L'entreprise propose un suivi nutritionnel personnalisé, des repas préparés à partir d'aliments sains et écologiquement responsables, et est engagée depuis 2019 dans une démarche Zéro Déchet avec des contenants en verre consignés et lavés en interne.	<p><u>Impact environnemental et climatique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 tonnes d'emballages sauvés et 10 000 repas Zéro Déchets - 60 000 repas sauvés du gaspillage alimentaire en 2021 - 79% d'émissions de GES évitées grâce à la consigne et 33% d'eau en moins que la fabrication de nouveaux emballages - Produits de saison, bio/local/français selon les produits <p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 ETP directs en phase déconstruction et 50 ETP directs par an en phase d'exploitation - Parcours de formation de 2 ans pour tous les salariés
Transition alimentaire	Association Nationale Terre de Liens	Le mouvement Terre de Liens a été créé en 2003 afin de permettre à des citoyens et des paysans de se mobiliser pour la préservation d'exploitations agricoles biologiques de taille moyenne , et de pallier aux difficultés d'installation de jeunes agriculteurs en leur facilitant l'accès au foncier. Pour ce faire, il s'appuie sur une dynamique associative et citoyenne : l'épargne et les dons du public permettent d'acquérir du foncier agricole, qui est loué à des agriculteurs l'exploitant en bio et préservé de l'artificialisation à long terme. Il permet de recréer du lien entre agriculteurs et citoyens pour préserver l'agriculture paysanne et faciliter la transmission intergénérationnelle des fermes.	<p><u>Impact environnemental et climatique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Relocalisation de la production agricole biologique - 50 150 000 m² en mode agriculture bio - Maintien et préservation de la biodiversité <p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 74 entreprises agricoles accompagnées sur la durée du projet
Transition alimentaire	La Ceinture Verte - Drôme	La Ceinture Verte est une association, dont l'objectif est d'essaimer des coopératives de territoires sous forme de SCIC (statut SAS) permettant l' installation en maraichage biologique . L'objectif de la Ceinture Verte (SCIC) est d'acheter les terrains, de les équiper et de les louer en tant que fermes prêtes à l'exploitation auprès de maraichers indépendants dans le but d'apporter un revenu décent et un recentrage sur l'exploitation. Il s'agit également d'un projet de maraichage diversifié , qui est plus facilement répliquable qu'un maraichage monoculture.	<p><u>Impact environnemental et climatique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Protection des sols, de la biodiversité, etc. - Diminution des émissions de CO₂ liées au transport - entre 250 et 500 kg par an de produits phytosanitaires chimiques évités <p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien à l'agriculture bio et de proximité, salaire décent pour les exploitants - Alimentation de 300 000 habitants en produits bio prévue d'ici 10 ans

08 Tableau des actifs éligibles à l'adossement (5/6)

Annexe 1
Actifs éligibles

Sous-domaine	Opération	Description	Performance cible
Education et insertion professionnelle	Myfuture	Myfuture est la plateforme qui connecte les jeunes et les professionnels grâce à des offres de stage, d'alternance et la découverte de métiers en live . Myfuture est une entreprise sociale dont l'objectif est de favoriser l'égalité des chances face à la formation et l'emploi par la création d'outils numériques . Parmi les 14-24 ans, la société oriente ses efforts en particulier vers les jeunes ayant moins de chances que les autres d'accéder à la formation et à l'emploi : ceux qui résident en quartier prioritaire ou en zone rurale et ceux qui sont en situation de handicap. Myfuture travaille également à promouvoir la mixité dans certains secteurs d'activité.	<p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 800 apprenants par an à horizon 2024 - 11 000 utilisateurs inscrits / 8000 offres de stages déposées - 55% des jeunes inscrits sur la plateforme de MyFuture sont scolarisés en établissements REP/+ et/ou issus des quartiers politiques de la ville et/ou en zone rurale
Education et insertion professionnelle	MASKOTT	Maskott développe depuis 2013 une plateforme d'apprentissage qui combine une solution de « learning management system » (LMS) couplée à un outil de création et de gestion de contenu pédagogique (Content Management System : CMS) à destination des enseignants du premier et du second degré.	<p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 8 millions d'utilisateurs en cumulé depuis sa création - 1 collège REP/+ sur 4 utilise la plateforme Tactileo de Maskott - Résultats scolaires de l'ordre de 20 à 25%
Immobilier social	Homnia	Homnia (agrément ESUS) propose une solution d'habitation mêlant dans un même bâtiment colocations pour personnes handicapées lourdes (6 à 8 personnes) (54% du CA) et logements sociaux (T1 à T4 en PLS pour une douzaine de personnes en moyenne). Ce système hybride innovant concourt à la stabilité du modèle économique et renforce l'impact social du projet.	<p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - plus de 350 personnes en situation de handicap hébergées à horizon 2024 - 470 emplois créés en 2024 - Cible de 550 personnes en logements à loyers modérés en 2024
Accompagnement du vieillissement	RSS à Louviers (27)	Localisé à Louviers (27), appartenant au programme Action Cœur de Ville (ACV), le bâtiment d'une surface totale de 5400 m ² érigé en R+4 constitué de 116 logements en centre-ville, favorisant l'inclusivité et la mixité intergénérationnelle . Le projet prévoit l'installation au sein même de la résidence d'une piscine, une salle de fitness, une salle d'activités, des jardins paysagers et un restaurant ouvert au public le midi , une offre d'équipement et de services favorable pour son attractivité. L'exploitation de la RSS sera assurée par Villas Ginkgos.	<p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 116 logements - 14 ETP / an en phase d'exploitation <p><u>Impact environnemental et climatique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - NF Habitat HQE 6 étoiles - RT 2012 - 20%
Accompagnement du vieillissement	RSS à Donville (50) et Saint-Pierre Quiberon (56)	A Donville-les-Bains (50), la future résidence senior, un bâtiment en R+4 de 105 logements , représentera 5 611 m ² . La majorité des appartements sera dotée d'un balcon ou d'une loggia. A Saint-Pierre Quiberon (56), la future résidence senior, un bâtiment en R+3 de 86 logements , représentera 4 662 m ² . 65 appartements seront dotés d'un balcon ou d'une loggia. L'exploitation de ces 2 résidences sera assurée par Oh'Activ !.	<p><u>Impact social et territorial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 191 lits - 200 ETP en phase de construction et 30 ETP par an en phase d'exploitation <p><u>Impact environnemental et climatique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - NF Habitat HQE 6 étoiles et performance - RT 2012 - 10 %
Accompagnement du vieillissement de la population	RSS "Le Hameau de Brou" a à Bourg en Bresse (01)	Le projet consiste en la construction d'une résidence seniors d'une surface totale de 7 667 m ² , avec 127 logements se distinguant par 3 corps de bâtiments. Cette résidence senior a été avant tout pensée comme un village avec ses logements, ses services, ses places et ses jardins. L'idée étant de retrouver pour les futurs résidents un habitat à échelle humaine avec plusieurs services (coiffeur, restaurant, cinéma...) intégré en RDC. L'exploitation de la RSS sera assurée par Montana Gestion.	<p><u>Impact social et territorial :</u> 127 logements</p> <p><u>Impact environnemental et climatique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - NF Habitat HQE 6 étoiles - RT 2012 - 10 %

08 Tableau des actifs éligibles à l'adossement (6/6)

Sous-domaine	Opération	Description	Performance cible
Accès au numérique	Orange-Gironde THD	Société projet chargée de la conception, de l'établissement, de l'exploitation, de la commercialisation et du financement du réseau d'initiative publique très haut débit sur le territoire de la Gironde . Parc total de 476 000 lignes FTTH environ.	<u>Impact social et territorial :</u> - Objectif de couverture THD du territoire concerné : 100% - Parcours de formation prévus sur toute la durée du projet
Accès au numérique	Orange-Var THD	Société projet chargée de la conception, de l'établissement, de l'exploitation, de la commercialisation et du financement du réseau d'initiative publique très haut débit sur le territoire du Var . Parc total de 344 975 lignes FTTH environ.	<u>Impact social et territorial :</u> - Objectif de couverture THD du territoire concerné : 100% - Parcours de formation prévus sur toute la durée du projet
Accès au numérique	Orange-Orne Département THD	Société projet chargée de la conception, de l'établissement, de l'exploitation, de la commercialisation et du financement du réseau d'initiative publique très haut débit sur le territoire de l'Orne . Parc total de 74 233 lignes FTTH environ.	<u>Impact social et territorial :</u> - Objectif de couverture THD du territoire concerné : 100% - Parcours de formation prévus sur toute la durée du projet
Accès au numérique	Orange-Ariège THD	Société projet chargée de la conception, de l'établissement, de l'exploitation, de la commercialisation et du financement du réseau d'initiative publique très haut débit sur le territoire de l'Ariège . Parc total de 80 024 lignes FTTH environ.	<u>Impact social et territorial :</u> - Objectif de couverture THD du territoire concerné : 100% - Parcours de formation prévus sur toute la durée du projet
Accès au numérique	Orange-Régie Réunion THD	Société projet chargée de la conception, de l'établissement, de l'exploitation, de la commercialisation et du financement du réseau d'initiative publique très haut débit sur le territoire de la Réunion . Parc total de 24 000 lignes FTTH environ.	<u>Impact social et territorial :</u> - Objectif de couverture THD du territoire concerné : 100% - Parcours de formation prévus sur toute la durée du projet
Accès au numérique	Orange-Moselle Numérique	Société projet chargée de la conception, de l'établissement, de l'exploitation, de la commercialisation et du financement du réseau d'initiative publique très haut débit sur le territoire de la Moselle . Parc total de 164 925 lignes FTTH environ.	<u>Impact social et territorial :</u> - Objectif de couverture THD du territoire concerné : 100% - Parcours de formation prévus sur toute la durée du projet

08 Dégagement de responsabilité



Cette présentation ne constitue pas une offre au public, une invitation ou une recommandation à acheter ou souscrire des titres émis par la Caisse des Dépôts. Aucune de ses composantes ne peut être reliée à ou constituer le fondement d'un contrat ou d'un engagement.

En conséquence, cette présentation n'a pas vocation à répondre à un objectif d'investissement particulier, une situation financière ou un besoin d'investissement spécifique. Nous vous recommandons de prendre conseil en matière juridique, réglementaire, fiscale, économique, financière et comptable dans la mesure où vous le jugez utile, afin de faire votre propre décision d'investissement, en ce compris, la décision de l'opportunité d'un investissement dans les Euro Medium Term Notes (les « EMTN ») ou tout autre titre de créance émis par la Caisse des Dépôts. Toute décision d'achat d'EMTN ou de tout autre titre de créance émis par la Caisse des Dépôts devra être faite sur la base de l'information contenue dans le Prospectus de Base publié par la Caisse des Dépôts. La Caisse des Dépôts ne s'engage pas sur la véracité et l'exhaustivité de l'information et des opinions émises dans cette présentation. Ni la Caisse des Dépôts, ni aucune de ses filiales, ni ses conseils (notamment le chef de file ou le chef de file coordinateur global), ou

représentants n'ont par conséquent de responsabilité de quelque façon que ce soit (par négligence ou d'autre façon) pour toute perte qui pourrait résulter d'une utilisation de ce document ou de son contenu, ou encore ayant un lien quelconque avec ce document. Cette présentation inclut des hypothèses, estimations, projections et autres éléments contenant une part d'anticipation, y compris des éléments portant sur nos attentes et convictions concernant des développements futurs aussi bien que leurs effets sur les résultats de la Caisse des Dépôts. Ces éléments sont fondés sur des planifications, des estimations et des projections qui sont celles dont dispose actuellement le management de la Caisse des Dépôts. Ces éléments n'ont donc de sens qu'à la date à laquelle ils sont réalisés, et, en cas de nouvelle information ou d'évènement futur, nous ne prenons aucune obligation de mise à jour publique pour aucun d'entre eux. De plus, et bien que le management soit de l'avis que ces éléments, attentes et convictions sous jacentes sont réalistes, aucune garantie ne peut être donnée sur le fait que les développements attendus et leurs effets auront réellement lieu. De nombreux facteurs peuvent être la cause d'un développement réel matériellement différent des attentes exprimées ici. Ces facteurs incluent, par exemple et sans limitation, des changements dans l'environnement économique et les conditions d'activité, des

fluctuations dans les cours de change ou les taux d'intérêt, l'introduction de produits concurrents, le mauvais développement de nouveaux produits ou services et des changements dans la stratégie de la Caisse des Dépôts.

Au Royaume Uni, ce document est distribué et a vocation à être distribué seulement aux (a) personnes qui ont une expérience professionnelle dans le domaine de l'investissement régi par l'article 19(5) de l'ordonnance du Financial Services and Markets Act 2000 « FSMA » (Financial Promotion) Order 2005 (l' « Ordonnance ») ou (b) aux entités dont la valeur nette leur rend applicable l'article 49 de l'Ordonnance, ou aux autres personnes qui peuvent recevoir une communication en toute légalité, ou, (c) aux investisseurs qualifiés définis au s86(7) du FSMA (ces personnes étant définies comme étant des « Relevant Persons »). Toute personne qui n'est pas une Relevant Person ne doit pas agir sur la base de ce document ou de son contenu ou s'appuyer sur ce document ou sur son contenu. Cette présentation est un document marketing et n'est pas un prospectus au sens de la Directive 2003/71/EC (« Directive Prospectus »).

Ce document ne peut être transmis, distribué, directement ou indirectement aux Etats-Unis ou à des US Persons (telles que définies à la Rule 902 de la Regulation S du Securities Act et de ses amendements (the « Securities Act »).

La distribution de ce document dans d'autres juridictions peut être réglementée par la loi et les personnes qui sont en possession de ce document doivent s'informer sur ces restrictions et s'y conformer. Le non respect de ces restrictions peut constituer une violation de la loi de la juridiction concernée. Les EMTN émis par la Caisse des Dépôts ne sont pas enregistrés au sens du Securities Act et ne peuvent être offerts ou vendus aux Etats-Unis à moins qu'ils soient enregistrés ou exemptés de cet enregistrement. Les EMTN de la Caisse des Dépôts ne font l'objet d'aucune offre au public aux Etats-Unis. En dehors des Etats-Unis, l'offre des EMTN est réalisée conformément à la Regulation S du Securities Act.

Aucun prospectus approuvé par l'autorité des marchés financiers n'a été ou sera préparé en relation avec une offre. Une offre ne peut être faite en France qu'exclusivement à des personnes ou entités autorisées à fournir des services d'investissement de gestion de portefeuille ou qui sont investisseurs qualifiés, au sens de l'article L411-2 II 2 du Code monétaire et financier. Les EMTN de la Caisse des Dépôts que vous acquérez dans le cadre d'une offre ne peuvent être distribués en France que ce soit directement ou indirectement autrement que conformément aux dispositions des articles L411-1, L411-2 et L621-8 à L621-8-3 du Code monétaire et financier.



Caisse des Dépôts Groupe

—
56 rue de Lille
75007 Paris
caissedesdepots.fr